

45 (1992) Nr. 1

Chef
DVE

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1993 Nr. 1

A. TITEL

*Europees Handvest inzake regionale en minderheidstalen;
Straatsburg, 5 november 1992*

B. TEKST**Charte européenne des langues régionales ou minoritaires****Préambule**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe signataires de la présente Charte,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, notamment afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun;

Considérant que la protection des langues régionales ou minoritaires historiques de l'Europe, dont certaines risquent, au fil du temps, de disparaître, contribue à maintenir et à développer les traditions et la richesse culturelles de l'Europe;

Considérant que le droit de pratiquer une langue régionale ou minoritaire dans la vie privée et publique constitue un droit imprescriptible conformément aux principes contenus dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies et conformément à l'esprit de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales du Conseil de l'Europe;

Prenant en compte le travail réalisé dans le cadre de la CSCE et en particulier l'Acte Final d'Helsinki de 1975 et le Document de la Réunion de Copenhague de 1990;

Soulignant la valeur de l'interculturel et du plurilinguisme et considérant que la protection et l'encouragement des langues régionales ou minoritaires ne devraient pas se faire au détriment des langues officielles et de la nécessité de les apprendre;

Conscients du fait que la protection et la promotion des langues régionales ou minoritaires dans les différents pays et régions d'Europe représentent une contribution importante à la construction d'une Europe fondée sur les principes de la démocratie et de la diversité culturelle, dans le cadre de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale;

Compte tenu des conditions spécifiques et des traditions historiques propres à chaque région des pays d'Europe,

Sont convenus de ce qui suit:

European Charter for Regional or Minority Languages

Preamble

The member States of the Council of Europe signatory hereto,

Considering that the aim of the Council of Europe is to achieve a greater unity between its members, particularly for the purpose of safeguarding and realising the ideals and principles which are their common heritage;

Considering that the protection of the historical regional or minority languages of Europe, some of which are in danger of eventual extinction, contributes to the maintenance and development of Europe's cultural wealth and traditions;

Considering that the right to use a regional or minority language in private and public life is an inalienable right conforming to the principles embodied in the United Nations International Covenant on Civil and Political Rights, and according to the spirit of the Council of Europe Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms;

Having regard to the work carried out within the CSCE and in particular to the Helsinki Final Act of 1975 and the Document of the Copenhagen Meeting of 1990;

Stressing the value of interculturalism and multilingualism and considering that the protection and encouragement of regional or minority languages should not be to the detriment of the official languages and the need to learn them;

Realising that the protection and promotion of regional or minority languages in the different countries and regions of Europe represent an important contribution to the building of a Europe based on the principles of democracy and cultural diversity within the framework of national sovereignty and territorial integrity;

Taking into consideration the specific conditions and historical traditions in the different regions of the European States,

Have agreed as follows:

PARTIE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

Définitions

Au sens de la présente Charte:

a) par l'expression «langues régionales ou minoritaires», on entend les langues

i) pratiquées traditionnellement sur un territoire d'un Etat par des ressortissants de cet Etat qui constituent un groupe numériquement inférieur au reste de la population de l'Etat, et

ii) différentes de la (des) langue(s) officielle(s) de cet Etat; elle n'inclut ni les dialectes de la (des) langue(s) officielle(s) de l'Etat ni les langues des migrants;

b) par «territoire dans lequel une langue régionale ou minoritaire est pratiquée», on entend l'aire géographique dans laquelle cette langue est le mode d'expression d'un nombre de personnes justifiant l'adoption des différentes mesures de protection et de promotion prévues par la présente Charte;

c) par «langues dépourvues de territoire» on entend les langues pratiquées par des ressortissants de l'Etat qui sont différentes de la (des) langue(s) pratiquée(s) par le reste de la population de l'Etat, mais qui, bien que traditionnellement pratiquées sur le territoire de l'Etat, ne peuvent pas être rattachées à une aire géographique particulière de celui-ci.

Article 2

Engagements

1. Chaque Partie s'engage à appliquer les dispositions de la Partie II à l'ensemble des langues régionales ou minoritaires pratiquées sur son territoire, qui répondent aux définitions de l'article 1er.

2. En ce qui concerne toute langue indiquée au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation, conformément à l'article 3, chaque Partie s'engage à appliquer un minimum de trente-cinq paragraphes ou alinéas choisis parmi les dispositions de la partie III de la présente Charte, dont au moins trois choisis dans chacun des articles 8 et 12 et un dans chacun des articles 9, 10, 11 et 13.

PART I

GENERAL PROVISIONS

Article 1

Definitions

For the purposes of this Charter:

a) the term "regional or minority languages" means languages that are

i) traditionally used within a given territory of a State by nationals of that State who form a group numerically smaller than the rest of the State's population, and

ii) different from the official language(s) of that State;

it does not include either dialects of the official language(s) of the State or the languages of migrants;

b) "territory in which the regional or minority language is used" means the geographical area in which the said language is the mode of expression of a number of people justifying the adoption of the various protective and promotional measures provided for in this Charter;

c) "non-territorial languages" means languages used by nationals of the State which differ from the language or languages used by the rest of the State's population but which, although traditionally used within the territory of the State, cannot be identified with a particular area thereof.

Article 2

Undertakings

1. Each Party undertakes to apply the provisions of Part II to all the regional or minority languages spoken within its territory and complying with the definition in Article 1.

2. In respect of each language specified at the time of ratification, acceptance or approval, in accordance with Article 3, each Party undertakes to apply a minimum of thirty-five paragraphs or sub-paragraphs chosen from among the provisions of Part III of the Charter, including at least three chosen from each of the Articles 8 and 12 and one from each of the Articles 9, 10, 11 and 13.

Article 3

Modalités

1. Chaque Etat contractant doit spécifier dans son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, chaque langue régionale ou minoritaire ou chaque langue officielle moins répandue sur l'ensemble ou une partie de son territoire, à laquelle s'appliquent les paragraphes choisis conformément au paragraphe 2 de l'article 2.

2. Toute Partie peut, a tout moment ultérieur, notifier au Secrétaire Général qu'elle accepte les obligations découlant des dispositions de tout autre paragraphe de la Charte qui n'avait pas été spécifié dans son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou qu'elle appliquera le paragraphe 1 du présent article à d'autres langues régionales ou minoritaires, ou à d'autres langues officielles moins répandues sur l'ensemble ou une partie de son territoire.

3. Les engagements prévus au paragraphe précédent seront réputés partie intégrante de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation et porteront les mêmes effets dès la date de leur notification.

Article 4

Statuts de protection existants

1. Aucune des dispositions de la présente Charte ne peut être interprétée comme limitant ou dérogeant aux droits garantis par la Convention européenne des Droits de l'Homme.

2. Les dispositions de la présente Charte ne portent pas atteinte aux dispositions plus favorables régissant la situation des langues régionales ou minoritaires ou le statut juridique des personnes appartenant à des minorités et qui existent déjà dans une Partie ou sont prévues par des accords internationaux bilatéraux ou multilatéraux pertinents.

Article 5

Obligations existantes

Rien dans la présente Charte ne pourra être interprété comme impliquant le droit d'engager une quelconque activité ou d'accomplir une quelconque action contrevenant aux buts de la Charte des Nations Unies ou à d'autres obligations du droit international, y compris le principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats.

Article 3

Practical arrangements

1. Each contracting State shall specify in its instruments of ratification, acceptance or approval, each regional or minority language, or official language which is less widely used on the whole or part of its territory, to which the paragraphs chosen in accordance with Article 2, paragraph 2, shall apply.

2. Any Party may, at any subsequent time, notify the Secretary General that it accepts the obligations arising out of the provisions of any other paragraph of the Charter not already specified in its instrument of ratification, acceptance or approval, or that it will apply paragraph 1 of the present article to other regional or minority languages, or to other official languages which are less widely used on the whole or part of its territory.

3. The undertakings referred to in the foregoing paragraph shall be deemed to form an integral part of the ratification, acceptance or approval and will have the same effect as from their date of notification.

Article 4

Existing regimes of protection

1. Nothing in this Charter shall be construed as limiting or derogating from any of the rights guaranteed by the European Convention on Human Rights.

2. The provisions of this Charter shall not affect more favourable provisions concerning the status of regional or minority languages or the legal regime of persons belonging to minorities which may exist in a Party or are provided for by relevant bilateral or multilateral agreements.

Article 5

Existing obligations

Nothing in this Charter may be interpreted as implying any right to engage in any activity or perform any action in contravention of the purposes of the Charter of the United Nations or other obligations under international law, including the principle of the sovereignty and territorial integrity of States.

Article 6

Information

Les Parties s'engagent à veiller à ce que les autorités, organisations et personnes concernées soient informées des droits et devoirs établis par la présente Charte.

PARTIE II

OBJECTIFS ET PRINCIPES POURSUIVIS CONFORMÉMENT
AU PARAGRAPHE 1 DE L'ARTICLE 2

Article 7

Objectifs et principes

1. En matière de langues régionales ou minoritaires, dans les territoires dans lesquels ces langues sont pratiquées et selon la situation de chaque langue, les Parties fondent leur politique, leur législation et leur pratique sur les objectifs et principes suivants:

a) la reconnaissance des langues régionales ou minoritaires en tant qu'expression de la richesse culturelle;

b) le respect de l'aire géographique de chaque langue régionale ou minoritaire, en faisant en sorte que les divisions administratives existant déjà ou nouvelles ne constituent pas un obstacle à la promotion de cette langue régionale ou minoritaire;

c) la nécessité d'une action résolue de promotion des langues régionales ou minoritaires, afin de les sauvegarder;

d) la facilitation et/ou l'encouragement de l'usage oral et écrit des langues régionales ou minoritaires dans la vie publique et dans la vie privée;

e) le maintien et le développement de relations dans les domaines couverts par la présente Charte, entre les groupes pratiquant une langue régionale ou minoritaire et d'autres groupes du même Etat parlant une langue pratiquée sous une forme identique ou proche, ainsi que l'établissement de relations culturelles avec d'autres groupes de l'Etat pratiquant des langues différentes;

f) la mise à disposition de formes et de moyens adéquats d'enseignement et d'étude des langues régionales ou minoritaires à tous les stades appropriés;

g) la mise à disposition de moyens permettant aux non-locuteurs d'une langue régionale ou minoritaire habitant l'aire où cette langue est pratiquée de l'apprendre s'ils le souhaitent;

h) la promotion des études et de la recherche sur les langues régionales ou minoritaires dans les universités ou les établissements équivalents;

i) la promotion des formes appropriées d'échanges transnatio-

Article 6

Information

The Parties undertake to see to it that the authorities, organisations and persons concerned are informed of the rights and duties established by this Charter.

PART II

OBJECTIVES AND PRINCIPLES PURSUED IN
ACCORDANCE WITH ARTICLE 2, PARAGRAPH 1

Article 7

Objectives and principles

1. In respect of regional or minority languages, within the territories in which such languages are used and according to the situation of each language, the Parties shall base their policies, legislation and practice on the following objectives and principles:

a) the recognition of the regional or minority languages as an expression of cultural wealth;

b) the respect of the geographical area of each regional or minority language in order to ensure that existing or new administrative divisions do not constitute an obstacle to the promotion of the regional or minority language in question;

c) the need for resolute action to promote regional or minority languages in order to safeguard them;

d) the facilitation and/or encouragement of the use of regional or minority languages, in speech and writing, in public and private life;

e) the maintenance and development of links, in the fields covered by this Charter, between groups using a regional or minority language and other groups in the State employing a language used in identical or similar form, as well as the establishment of cultural relations with other groups in the State using different languages;

f) the provision of appropriate forms and means for the teaching and study of regional or minority languages at all appropriate stages;

g) the provisions of facilities enabling non-speakers of a regional or minority language living in the area where it is used to learn it if they so desire;

h) the promotion of study and research on regional or minority languages at universities or equivalent institutions;

i) the promotion of appropriate types of transnational exchanges,

naux, dans les domaines couverts par la présente Charte, pour les langues régionales ou minoritaires pratiquées sous une forme identique ou proche dans deux ou plusieurs États.

2. Les Parties s'engagent à éliminer, si elles ne l'ont pas encore fait, toute distinction, exclusion, restriction ou préférence injustifiées portant sur la pratique d'une langue régionale ou minoritaire et ayant pour but de décourager ou de mettre en danger le maintien ou le développement de celle-ci. L'adoption de mesures spéciales en faveur des langues régionales ou minoritaires destinées à promouvoir une égalité entre les locuteurs de ces langues et le reste de la population ou visant à tenir compte de leurs situations particulières n'est pas considérée comme un acte de discrimination contre les locuteurs des langues plus répandues.

3. Les Parties s'engagent à promouvoir, au moyen de mesures appropriées, la compréhension mutuelle entre tous les groupes linguistiques du pays, en faisant notamment en sorte que le respect, la compréhension et la tolérance à l'égard des langues régionales ou minoritaires figurent parmi les objectifs de l'éducation et de la formation dispensées dans le pays, et à encourager les moyens de communication de masse à poursuivre le même objectif.

4. En définissant leur politique à l'égard des langues régionales ou minoritaires, les Parties s'engagent à prendre en considération les besoins et les vœux exprimés par les groupes pratiquant ces langues. Elles sont encouragées à créer, si nécessaire, des organes chargés de conseiller les autorités sur toutes les questions ayant trait aux langues régionales ou minoritaires.

5. Les Parties s'engagent à appliquer, mutatis mutandis, les principes énumérés aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus, aux langues dépourvues de territoire. Cependant, dans le cas de ces langues, la nature et la portée des mesures à prendre pour donner effet à la présente Charte seront déterminées de manière souple, en tenant compte des besoins et des vœux et en respectant les traditions et caractéristiques des groupes qui pratiquent les langues en question.

PARTIE III

MESURES EN FAVEUR DE L'EMPLOI DES LANGUES RÉGIONALES OU MINORITAIRES DANS LA VIE PUBLIQUE À PRENDRE EN CONFORMITÉ AVEC LES ENGAGEMENTS SOUSCRITS EN VERTU DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 2

Article 8

Enseignement

1. En matière d'enseignement, les Parties s'engagent, en ce qui

in the fields covered by this Charter, for regional or minority languages used in identical or similar form in two or more States.

2. The Parties undertake to eliminate, if they have not yet done so, any unjustified distinction, exclusion, restriction or preference relating to the use of a regional or minority language and intended to discourage or endanger the maintenance or development of a regional or minority language. The adoption of special measures in favour of regional or minority languages aimed at promoting equality between the users of these languages and the rest of the population or which take due account of their specific conditions is not considered to be an act of discrimination against the users of more widely-used languages.

3. The Parties undertake to promote, by appropriate measures, mutual understanding between all the linguistic groups of the country and in particular the inclusion of respect, understanding and tolerance in relation to regional or minority languages among the objectives of education and training provided within their countries and encouragement of the mass media to pursue the same objective.

4. In determining their policy with regard to regional or minority languages, the Parties shall take into consideration the needs and wishes expressed by the groups which use such languages. They are encouraged to establish bodies, if necessary, for the purpose of advising the authorities on all matters pertaining to regional or minority languages.

5. The Parties undertake to apply, *mutatis mutandis*, the principles listed in paragraphs 1 to 4 above to non-territorial languages. However, as far as these languages are concerned, the nature and scope of the measures to be taken to give effect to this Charter shall be determined in a flexible manner, bearing in mind the needs and wishes, and respecting the traditions and characteristics, of the groups which use the languages concerned.

PART III

MEASURES TO PROMOTE THE USE OF REGIONAL OR MINORITY LANGUAGES IN PUBLIC LIFE IN ACCORDANCE WITH THE UNDERTAKINGS ENTERED INTO UNDER ARTICLE 2, PARAGRAPH 2

Article 8

Education

1. With regard to education, the Parties undertake, within the

concerne le territoire sur lequel ces langues sont pratiquées, selon la situation de chacune de ces langues et sans préjudice de l'enseignement de la (des) langue(s) officielle(s) de l'Etat:

- a)
 - i) à prévoir une éducation préscolaire assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - ii) à prévoir qu'une partie substantielle de l'éducation préscolaire soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - iii) à appliquer l'une des mesures visées sous i) en ii) ci-dessus au moins aux élèves dont les familles le souhaitent et dont le nombre est jugé suffisant; ou
 - iv) si les pouvoirs publics n'ont pas de compétence directe dans le domaine de l'éducation préscolaire, à favoriser et/ou à encourager l'application des mesures visées sous i) à iii) ci-dessus;
- b)
 - i) à prévoir un enseignement primaire assuré dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - ii) à prévoir qu'une partie substantielle de l'enseignement primaire soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - iii) à prévoir, dans le cadre de l'éducation primaire, que l'enseignement des langues régionales ou minoritaires concernées fasse partie intégrante du curriculum; ou
 - iv) à appliquer l'une des mesures visées sous i) à iii) ci-dessus au moins aux élèves dont les familles le souhaitent et dont le nombre est jugé suffisant;
- c)
 - i) à prévoir un enseignement secondaire assuré dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - ii) à prévoir qu'une partie substantielle de l'enseignement secondaire soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires; ou
 - iii) à prévoir, dans le cadre de l'éducation secondaire, l'enseignement des langues régionales ou minoritaires comme partie intégrante du curriculum; ou
 - iv) à appliquer l'une des mesures visées sous i) à iii) ci-dessus au moins aux élèves qui le souhaitent – ou le cas échéant dont les familles le souhaitent – en nombre jugé suffisant;
- d)
 - i) à prévoir un enseignement technique et professionnel qui soit assuré dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - ii) à prévoir qu'une partie substantielle de l'enseignement technique et professionnel soit assurée dans les langues régionales ou minoritaires concernées; ou
 - iii) à prévoir, dans le cadre de l'éducation technique et professionnelle, l'enseignement des langues régionales ou minoritaires concernées comme partie intégrante du curriculum; ou

territory in which such languages are used, according to the situation of each of these languages, and without prejudice to the teaching of the official language(s) of the State:

- a)
 - i) to make available pre-school education in the relevant regional or minority languages; or
 - ii) to make available a substantial part of pre-school education in the relevant regional or minority languages; or
 - iii) to apply one of the measures provided for under (i) and (ii) above at least to those pupils whose families so request and whose number is considered sufficient; or
 - iv) if the public authorities have no direct competence in the field of pre-school education, to favour and/or encourage the application of the measures referred to under (i) to (iii) above;
- b)
 - i) to make available primary education in the relevant regional or minority languages; or
 - ii) to make available a substantial part of primary education in the relevant regional or minority languages; or
 - iii) to provide, within primary education, for the teaching of the relevant regional or minority languages as an integral part of the curriculum; or
 - iv) to apply one of the measures provided for under (i) to (iii) above at least to those pupils whose families so request and whose number is considered sufficient;
- c)
 - i) to make available secondary education in the relevant regional or minority languages; or
 - ii) to make available a substantial part of secondary education in the relevant regional or minority languages; or
 - iii) to provide, within secondary education, for the teaching of the relevant regional or minority languages as an integral part of the curriculum; or
 - iv) to apply one of the measures provided for under (i) to (iii) above at least to those pupils who, or where appropriate whose families, so wish in a number considered sufficient;
- d)
 - i) to make available technical and vocational education in the relevant regional or minority languages; or
 - ii) to make available a substantial part of technical and vocational education in the relevant regional or minority languages; or
 - iii) to provide, within technical and vocational education, for the teaching of the relevant regional or minority languages as an integral part of the curriculum; or

- iv) à appliquer l'une des mesures visées sous i) à iii) ci-dessus au moins aux élèves qui le souhaitent – ou le cas échéant dont les familles le souhaitent – en nombre jugé suffisant;
- e) i) à prévoir un enseignement universitaire et d'autres formes d'enseignement supérieur dans les langues régionales ou minoritaires; ou
- ii) à prévoir l'étude de ces langues, comme disciplines de l'enseignement universitaire et supérieur; ou
- iii) si, en raison du rôle de l'Etat vis-à-vis des établissements d'enseignement supérieur, les alinéas i) et ii) ne peuvent pas être appliqués, à encourager et/ou à autoriser la mise en place d'un enseignement universitaire ou d'autres formes d'enseignement supérieur dans les langues régionales ou minoritaires, ou de moyens permettant d'étudier ces langues à l'université ou dans d'autres établissements d'enseignement supérieur;
- f) i) à prendre des dispositions pour que soient donnés des cours d'éducation des adultes ou d'éducation permanente assurés principalement ou totalement dans les langues régionales ou minoritaires; ou
- ii) à proposer ces langues comme disciplines de l'éducation des adultes et de l'éducation permanente; ou
- iii) si les pouvoirs publics n'ont pas de compétence directe dans le domaine de l'éducation des adultes, à favoriser et/ou à encourager l'enseignement de ces langues dans le cadre de l'éducation des adultes et de l'éducation permanente.
- g) à prendre des dispositions pour assurer l'enseignement de l'histoire et de la culture dont la langue régionale ou minoritaire est l'expression;
- h) à assurer la formation initiale et permanente des enseignants nécessaire à la mise en oeuvre de ceux des paragraphes a) à g) acceptés par la Partie;
- i) à créer un ou plusieurs organe(s) de contrôle chargé(s) de suivre les mesures prises et les progrès réalisés dans l'établissement ou le développement de l'enseignement des langues régionales ou minoritaires et à établir sur ces points des rapports périodiques qui seront rendus publics.

2. En matière d'enseignement et en ce qui concerne les territoires autres que ceux sur lesquels les langues régionales ou minoritaires sont traditionnellement pratiquées, les Parties s'engagent à autoriser, à encourager ou à mettre en place, si le nombre des locuteurs d'une langue régionale ou minoritaire le justifie, un enseignement dans ou de la langue régionale ou minoritaire aux stades appropriés de l'enseignement.

- iv) to apply one of the measures provided for under (i) to (iii) above at least to those pupils who, or where appropriate whose families, so wish in a number considered sufficient;
- e)
 - i) to make available university and other higher education in regional or minority languages; or
 - ii) to provide facilities for the study of these languages as university and higher education subjects; or
 - iii) if, by reason of the role of the State in relation to higher education institutions, sub-paragraphs i and ii cannot be applied, to encourage and/or allow the provision of university and higher education in regional or minority languages or of facilities for the study of these languages as university or higher education subjects;
- f)
 - i) to arrange for the provision of adult and continuing education courses which are taught mainly or wholly in the regional or minority languages; or
 - ii) to offer such languages as subjects of adult and continuing education; or
 - iii) if the public authorities have no direct competence in the field of adult education, to favour and/or encourage the offering of such languages as subjects of adult and continuing education;
- g) to make arrangements to ensure the teaching of the history and the culture which is reflected by the regional or minority language;
- h) to provide the basic and further training of the teachers required to implement those of paragraphs (a) to (g) accepted by the Party;
- i) to set up a supervisory body or bodies responsible for monitoring the measures taken and progress achieved in establishing or developing the teaching of regional or minority languages and for drawing up periodic reports of their findings, which will be made public.

2. With regard to education and in respect of territories other than those in which the regional or minority languages are traditionally used, the Parties undertake, if the number of users of a regional or minority language justifies it, to allow, encourage or provide teaching in or of the regional or minority language at all the appropriate stages of education.

Article 9

Justice

1. Les Parties s'engagent, en ce qui concerne les circonscriptions des autorités judiciaires dans lesquelles réside un nombre de personnes pratiquant les langues régionales ou minoritaires qui justifie les mesures spécifiées ci-après, selon la situation de chacune de ces langues et à la condition que l'utilisation des possibilités offertes par le présent paragraphe ne soit pas considérée par le juge comme faisant obstacle à la bonne administration de la justice:

- a) dans les procédures pénales:
 - i) à prévoir que les juridictions, à la demande d'une des parties, mènent la procédure dans les langues régionales ou minoritaires; et/ou
 - ii) à garantir à l'accusé le droit de s'exprimer dans sa langue régionale ou minoritaire; et/ou
 - iii) à prévoir que les requêtes et les preuves, écrites ou orales, ne soient pas considérées comme irrecevables au seul motif qu'elles sont formulés dans une langue régionale ou minoritaire; et/ou
 - iv) à établir dans ces langues régionales ou minoritaires, sur demande, les actes liés à une procédure judiciaire, si nécessaire par un recours à des interprètes et à des traductions n'entraînant pas de frais additionnels pour les intéressés;
- b) dans les procédures civiles:
 - i) à prévoir que les juridictions, à la demande d'une des parties, mènent la procédure dans les langues régionales ou minoritaires; et/ou
 - ii) à permettre, lorsqu'une partie à un litige doit comparaître en personne devant un tribunal, qu'elle s'exprime dans sa langue régionale ou minoritaire sans pour autant encourir des frais additionnels; et/ou
 - iii) à permettre la production de documents et de preuves dans les langues régionales ou minoritaires, si nécessaire par un recours à des interprètes et à des traductions;
- c) dans les procédures devant les juridictions compétentes en matière administrative:
 - i) à prévoir que les juridictions, à la demande d'une des parties, mènent la procédure dans les langues régionales ou minoritaires; et/ou
 - ii) à permettre, lorsqu'une partie à un litige doit comparaître en personne devant un tribunal, qu'elle s'exprime dans sa langue régionale ou minoritaire sans pour autant encourir des frais additionnels; et/ou
 - iii) à permettre la production de documents et preuves dans les langues régionales ou minoritaires; si nécessaire par un recours à des interprètes et à des traductions;

Article 9

Judicial authorities

1. The Parties undertake, in respect of those judicial districts in which the number of residents using the regional or minority languages justifies the measures specified below, according to the situation of each of these languages and on condition that the use of the facilities afforded by the present paragraph is not considered by the judge to hamper the proper administration of justice:

- a) in criminal proceedings:
 - i) to provide that the courts, at the request of one of the parties, shall conduct the proceedings in the regional or minority languages; and/or
 - ii) to guarantee the accused the right to use his/her regional or minority language; and/or
 - iii) to provide that requests and evidence, whether written or oral, shall not be considered inadmissible solely because they are formulated in a regional or minority language; and/or
 - iv) to produce, on request, documents connected with legal proceedings in the relevant regional or minority language, if necessary by the use of interpreters and translations involving no extra expense for the persons concerned;
- b) in civil proceedings:
 - i) to provide that the courts, at the request of one of the parties, shall conduct the proceedings in the regional or minority languages; and/or
 - ii) to allow, whenever a litigant has to appear in person before a court, that he or she may use his or her regional or minority language without thereby incurring additional expense; and/or
 - iii) to allow documents and evidence to be produced in the regional or minority languages
if necessary by the use of interpreters and translations;
- c) in proceedings before courts concerning administrative matters:
 - i) to provide that the courts, at the request of one of the parties, shall conduct the proceedings in the regional or minority languages; and/or
 - ii) to allow, whenever a litigant has to appear in person before a court, that he or she may use his or her regional or minority language without thereby incurring additional expense; and/or
 - iii) to allow documents and evidence to be produced in the regional or minority languages
if necessary by the use of interpreters and translations;

d) à prendre des mesures afin que l'application des alinéas i) et iii) des paragraphes b) et c) ci-dessus et l'emploi éventuel d'interprètes et de traductions ne comportent pas de frais additionnels pour les intéressés.

2. Les Parties s'engagent:

a) à ne pas refuser la validité des actes juridiques établis dans l'Etat du seul fait qu'ils sont rédigés dans une langue régionale ou minoritaire; ou

b) à ne pas refuser la validité, entre les parties, des actes juridiques établis dans l'Etat du seul fait qu'ils sont rédigés dans une langue régionale ou minoritaire et à prévoir qu'ils seront opposables aux tiers intéressés non locuteurs de ces langues à la condition que le contenu de l'acte soit porté à leur connaissance par celui qui le fait valoir; ou

c) à ne pas refuser la validité, entre les parties, des actes juridiques établis dans l'Etat du seul fait qu'ils sont rédigés dans une langue régionale ou minoritaire.

3. Les Parties s'engagent à rendre accessibles, dans les langues régionales ou minoritaires, les textes législatifs nationaux les plus importants et ceux qui concernent particulièrement les utilisateurs de ces langues, à moins que ces textes ne soient déjà disponibles autrement.

Article 10

Autorités administratives et services publics

1. Dans les circonscriptions des autorités administratives de l'Etat dans lesquelles réside un nombre de locuteurs des langues régionales ou minoritaires qui justifie les mesures ci-après et selon la situation de chaque langue, les Parties s'engagent, dans la mesure où cela est raisonnablement possible:

a) i) à veiller à ce que ces autorités administratives utilisent les langues régionales ou minoritaires; ou

ii) à veiller à ce que ceux de leurs agents qui sont en contact avec le public emploient les langues régionales ou minoritaires dans leurs relations avec les personnes qui s'adressent à eux dans ces langues; ou

iii) à veiller à ce que les locuteurs de langues régionales ou minoritaires puissent présenter des demandes orales ou écrites et recevoir une réponse dans ces langues; ou

iv) à veiller à ce que les locuteurs de langues régionales ou minoritaires puissent présenter des demandes orales ou écrites dans ces langues; ou

v) à veiller à ce que les locuteurs de langues régionales ou minoritaires puissent soumettre valablement un document rédigé dans ces langues;

d) to take steps to ensure that the application of sub-paragraphs (i) and (iii) of paragraphs (b) and (c) above and any necessary use of interpreters and translations does not involve extra expense for the persons concerned.

2. The Parties undertake:

a) not to deny the validity of legal documents drawn up within the State solely because they are drafted in a regional or minority language; or

b) not to deny the validity, as between the parties, of legal documents drawn up within the country solely because they are drafted in a regional or minority language, and to provide that they can be invoked against interested third parties who are not users of these languages on condition that the contents of the document are made known to them by the person(s) who invoke(s) it; or

c) not to deny the validity, as between the parties, of legal documents drawn up within the country solely because they are drafted in a regional or minority language.

3. The Parties undertake to make available in the regional or minority languages the most important national statutory texts and those relating particularly to users of these languages, unless they are otherwise provided.

Article 10

Administrative authorities and public services

1. Within the administrative districts of the State in which the number of residents who are users of regional or minority languages justifies the measures specified below and according to the situation of each language, the Parties undertake, as far as this is reasonably possible:

- a)
 - i) to ensure that the administrative authorities use the regional or minority languages; or
 - ii) to ensure that such of their officers as are in contact with the public use the regional or minority languages in their relations with persons applying to them in these languages; or
 - iii) to ensure that users of regional or minority languages may submit oral or written applications and receive a reply in these languages; or
 - iv) to ensure that users of regional or minority languages may submit oral or written applications in these languages; or
 - v) to ensure that users of regional or minority languages may validly submit a document in these languages;

b) à mettre à disposition des formulaires et textes administratifs d'usage courant pour la population dans les langues régionales ou minoritaires ou dans des versions bilingues;

c) à permettre aux autorités administratives de rédiger des documents dans une langue régionale ou minoritaire.

2. En ce qui concerne les autorités locales et régionales sur les territoires desquels réside un nombre de locuteurs de langues régionales ou minoritaires qui justifie les mesures ci-après, les Parties s'engagent à permettre et/ou encourager:

a) l'emploi des langues régionales ou minoritaires dans le cadre de l'administration régionale ou locale;

b) la possibilité pour les locuteurs de langues régionales ou minoritaires de présenter des demandes orales ou écrites dans ces langues;

c) la publication par les collectivités régionales de leurs textes officiels également dans les langues régionales ou minoritaires;

d) la publication par les collectivités locales de leurs textes officiels également dans les langues régionales ou minoritaires;

e) l'emploi par les collectivités régionales de langues régionales ou minoritaires dans les débats de leurs assemblées, sans exclusion, cependant, l'emploi de la (des) langue(s) officielle(s) de l'Etat;

f) l'emploi par les collectivités locales de langues régionales ou minoritaires dans les débats de leurs assemblées, sans exclusion, cependant, l'emploi de la (des) langue(s) officielle(s) de l'Etat;

g) l'emploi ou l'adoption, le cas échéant conjointement avec la dénomination dans la (les) langue(s) officielle(s), des formes traditionnelles et correctes de la toponymie dans les langues régionales ou minoritaires.

3. En ce qui concerne les services publics assurés par les autorités administratives ou d'autres personnes agissant pour le compte de celles-ci, les Parties contractantes s'engagent, sur les territoires dans lesquels les langues régionales ou minoritaires sont pratiquées, en fonction de la situation de chaque langue et dans la mesure où cela est raisonnablement possible:

a) à veiller à ce que les langues régionales ou minoritaires soient employées à l'occasion de la prestation du service; ou

b) à permettre aux locuteurs de langues régionales ou minoritaires de formuler une demande et à recevoir une réponse dans ces langues; ou

c) à permettre aux locuteurs des langues régionales ou minoritaires de formuler une demande dans ces langues.

4. Aux fins de la mise en oeuvre des dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 qu'elles ont acceptées, les Parties s'engagent à prendre une ou plusieurs des mesures suivantes:

a) la traduction ou l'interprétation éventuellement requises;

b) to make available widely used administrative texts and forms for the population in the regional or minority languages or in bilingual versions;

c) to allow the administrative authorities to draft documents in a regional or minority language.

2. In respect of the local and regional authorities on whose territory the number of residents who are users of regional or minority languages is such as to justify the measures specified below, the Parties undertake to allow and/or encourage:

a) the use of regional or minority languages within the framework of the regional or local authority;

b) the possibility for users of regional or minority languages to submit oral or written applications in these languages;

c) the publication by regional authorities of their official documents also in the relevant regional or minority languages;

d) the publication by local authorities of their official documents also in the relevant regional or minority languages;

e) the use by regional authorities of regional or minority languages in debates in their assemblies, without excluding, however, the use of the official language(s) of the State;

f) the use by local authorities of regional or minority languages in debates in their assemblies, without excluding, however, the use of the official language(s) of the State;

g) the use or adoption, if necessary in conjunction with the name in the official language(s), of traditional and correct forms of place-names in regional or minority languages.

3. With regard to public services provided by the administrative authorities or other persons acting on their behalf, the Parties undertake, within the territory in which regional or minority languages are used, in accordance with the situation of each language and as far as this is reasonably possible:

a) to ensure that the regional or minority languages are used in the provision of the service; or

b) to allow users of regional or minority languages to submit a request and receive a reply in these languages; or

c) to allow users of regional or minority languages to submit a request in these languages.

4. With a view to putting into effect those provisions of paragraphs 1, 2 and 3 accepted by them, the Parties undertake to take one or more of the following measures:

a) translation or interpretation as may be required;

b) la recrutement et, le cas échéant, la formation des fonctionnaires et autres agents publics en nombre suffisant;

c) la satisfaction dans la mesure du possible des demandes des agents publics connaissant une langue régionale ou minoritaire d'être affectés dans le territoire sur lequel cette langue est pratiquée.

5. Les Parties s'engagent à permettre, à la demande des intéressés, l'emploi ou l'adoption de patronymes dans les langues régionales ou minoritaires.

Article 11

Médias

1. Les Parties s'engagent, pour les locuteurs des langues régionales ou minoritaires sur les territoires où ces langues sont pratiquées, selon la situation de chaque langue, dans la mesure où les autorités publiques ont, de façon directe ou indirecte, une compétence, des pouvoirs ou un rôle dans ce domaine, en respectant les principes d'indépendance et d'autonomie des médias:

a) dans la mesure où la radio et la télévision ont une mission de service public:

i) à assurer la création d'au moins une station de radio et d'une chaîne de télévision dans les langues régionales ou minoritaires; ou

ii) à encourager et/ou faciliter la création d'au moins une station de radio et d'une chaîne de télévision dans les langues régionales ou minoritaires, ou

iii) à prendre les dispositions appropriées pour que les diffuseurs programment des émissions dans les langues régionales ou minoritaires;

b) i) à encourager et/ou faciliter la création d'au moins une station de radio dans les langues régionales ou minoritaires, ou

ii) à encourager et/ou faciliter l'émission de programmes de radio dans les langues régionales ou minoritaires, de façon régulière;

c) i) à encourager et/ou faciliter la création d'au moins une chaîne de télévision dans les langues régionales ou minoritaires, ou

ii) à encourager et/ou faciliter la diffusion de programmes de télévision dans les langues régionales ou minoritaires, de façon régulière;

d) à encourager et/ou à faciliter la production et la diffusion d'oeuvres audio et audiovisuelles dans les langues régionales ou minoritaires;

b) recruitment and, where necessary, training of the officials and other public service employees required;

c) compliance as far as possible with requests from public service employees having a knowledge of a regional or minority language to be appointed in the territory in which that language is used.

5. The Parties undertake to allow the use or adoption of family names in the regional or minority languages, at the request of those concerned.

Article 11

Media

1. The Parties undertake, for the users of the regional or minority languages within the territories in which those languages are spoken, according to the situation of each language, to the extent that the public authorities, directly or indirectly, are competent, have power or play a role in this field, and respecting the principle of the independence and autonomy of the media:

a) to the extent that radio and television carry out a public service mission:

- i) to ensure the creation of at least one radio station and one television channel in the regional or minority languages, or
 - ii) to encourage and/or facilitate the creation of at least one radio station and one television channel in the regional or minority languages, or
 - iii) to make adequate provision so that broadcasters offer programmes in the regional or minority languages;
- b)
- i) to encourage and/or facilitate the creation of at least one radio station in the regional or minority languages, or
 - ii) to encourage and/or facilitate the broadcasting of radio programmes in the regional or minority languages on a regular basis;
- c)
- i) to encourage and/or facilitate the creation of at least one television channel in the regional or minority languages, or
 - ii) to encourage and/or facilitate the broadcasting of television programmes in the regional or minority languages on a regular basis;
- d) to encourage and/or facilitate the production and distribution of audio and audio-visual works in regional or minority languages;

- e)
 - i) à encourager et/ou à faciliter la création et/ou le maintien d'au moins un organe de presse dans les langues régionales ou minoritaires, ou
 - ii) à encourager et/ou à faciliter la publication d'articles de presse dans les langues régionales ou minoritaires, de façon régulière;
- f)
 - i) à couvrir les coûts supplémentaires des médias employant les langues régionales ou minoritaires, lorsque la loi prévoit une assistance financière, en général, pour les médias; ou
 - ii) à étendre les mesures existantes d'assistance financière aux productions audiovisuelles en langues régionales ou minoritaires;
- g) à soutenir la formation de journalistes et autres personnels pour les médias employant les langues régionales ou minoritaires.

2. Les Parties s'engagent à garantir la liberté de réception directe des émissions de radio et de télévision des pays voisins dans une langue pratiquée sous une forme identique ou proche d'une langue régionale ou minoritaire, et à ne pas s'opposer à la retransmission d'émissions de radio et de télévision des pays voisins dans une telle langue. Elles s'engagent en outre à veiller à ce qu'aucune restriction à la liberté d'expression et à la libre circulation de l'information dans une langue pratiquée sous une forme identique ou proche d'une langue régionale ou minoritaire ne soit imposée à la presse écrite. L'exercice des libertés mentionnées ci-dessus comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

3. Les Parties s'engagent à veiller à ce que les intérêts des locuteurs des langues régionales ou minoritaires soient représentés ou pris en considération dans le cadre des structures éventuellement créées conformément à la loi et ayant pour tâche de garantir la liberté et la pluralité des media.

Article 12

Activités et équipements culturels

1. En matière d'activités et d'équipements culturels – en particulier de bibliothèques, de vidéothèques, de centres culturels, de musées, d'archives, d'académies, de théâtres et de cinémas, ainsi que de travaux littéraires et de production cinématographique, d'expression

- e) i) to encourage and/or facilitate the creation and/or maintenance of at least one newspaper in the regional or minority languages; or
- ii) to encourage and/or facilitate the publication of newspaper articles in the regional or minority languages on a regular basis;
- f) i) to cover the additional costs of those media which use regional or minority languages, wherever the law provides for financial assistance in general for the media; or
- ii) to apply existing measures for financial assistance also to audiovisual productions in the regional or minority languages;
- g) to support the training of journalists and other staff for media using regional or minority languages.

2. The Parties undertake to guarantee freedom of direct reception of radio and television broadcasts from neighbouring countries in a language used in identical or similar form to a regional or minority language, and not to oppose the retransmission of radio and television broadcasts from neighbouring countries in such a language. They further undertake to ensure that no restrictions will be placed on the freedom of expression and free circulation of information in the written press in a language used in identical or similar form to a regional or minority language. The exercise of the above-mentioned freedoms, since it carries with it duties and responsibilities, may be subject to such formalities, conditions, restrictions or penalties as are prescribed by law and are necessary in a democratic society, in the interests of national security, territorial integrity or public safety, for the prevention of disorder or crime, for the protection of health or morals, for the protection of the reputation or rights of others, for preventing disclosure of information received in confidence, or for maintaining the authority and impartiality of the judiciary.

3. The Parties undertake to ensure that the interests of the users of regional or minority languages are represented or taken into account within such bodies as may be established in accordance with the law with responsibility for guaranteeing the freedom and pluralism of the media.

Article 12

Cultural activities and facilities

1. With regard to cultural facilities and activities – especially libraries, video libraries, cultural centres, museums, archives, academies, theatres and cinemas, as well as literary work and film production, vernacular forms of cultural expression, festivals and the

culturelle populaire, de festivals, d'industries culturelles, incluant notamment l'utilisation des technologies nouvelles – les Parties s'engagent, en ce qui concerne le territoire sur lequel de telles langues sont pratiquées et dans la mesure où les autorités publiques ont une compétence, des pouvoirs ou un rôle dans ce domaine:

a) à encourager l'expression et les initiatives propres aux langues régionales ou minoritaires et à favoriser les différents moyens d'accès aux oeuvres produites dans ces langues;

b) à favoriser les différents moyens d'accès dans d'autres langues aux oeuvres produites dans les langues régionales ou minoritaires en aidant et développant les activités de traduction, de doublage, de post-synchronisation et de sous-titrage;

c) à favoriser l'accès dans des langues régionales ou minoritaires à des oeuvres produites dans d'autres langues en aidant et développant les activités de traduction, de doublage, de post-synchronisation et de sous-titrage;

d) à veiller à ce que les organismes chargés d'entreprendre ou de soutenir diverses formes d'activités culturelles intègrent dans une mesure appropriée la connaissance et la pratique des langues et des cultures régionales ou minoritaires dans les opérations dont ils ont l'initiative ou auxquelles ils apportent un soutien;

e) à favoriser la mise à la disposition des organismes chargés d'entreprendre ou de soutenir des activités culturelles d'un personnel maîtrisant la langue régionale ou minoritaire, en plus de la (des) langue(s) du reste de la population;

f) à favoriser la participation directe, en ce qui concerne les équipements et les programmes d'activités culturelles, de représentants des locuteurs de la langue régionale ou minoritaire;

g) à encourager et/ou à faciliter la création d'un ou de plusieurs organismes chargés de collecter, de recevoir en dépôt et de présenter au public les oeuvres produites dans les langues régionales ou minoritaires;

h) le cas échéant, à créer et/ou à promouvoir et financer des services de traduction et de recherche terminologique en vue, notamment, de maintenir et développer dans chaque langue régionale ou minoritaire une terminologie administrative, commerciale, économique, sociale, technologique ou juridique adéquate.

2. En ce qui concerne les territoires autres que ceux sur lesquels les langues régionales ou minoritaires traditionnellement pratiquées, les Parties s'engagent à autoriser, à encourager et/ou à prévoir, si le nombre des locuteurs d'une langue régionale ou minoritaire le justifie, des activités ou équipements culturels appropriés, conformément au paragraphe précédent.

3. Les Parties s'engagent, dans leur politique culturelle à l'étranger, à donner une place appropriée aux langues régionales ou minoritaires et à la culture dont elles sont l'expression.

culture industries, including inter alia the use of new technologies – the Parties undertake, within the territory in which such languages are used and to the extent that the public authorities are competent, have power or play a role in this field:

a) to encourage types of expression and initiative specific to regional or minority languages and foster the different means of access to works produced in these languages;

b) to foster the different means of access in other languages to works produced in regional or minority languages by aiding and developing translation, dubbing, post-synchronisation and subtitling activities;

c) to foster access in regional or minority languages to works produced in other languages by aiding and developing translation, dubbing, post-synchronisation and subtitling activities;

d) to ensure that the bodies responsible for organising or supporting cultural activities of various kinds make appropriate allowance for incorporating the knowledge and use of regional or minority languages and cultures in the undertakings which they initiate or for which they provide backing;

e) to promote measures to ensure that the bodies responsible for organising or supporting cultural activities have at their disposal staff who have a full command of the regional or minority language concerned, as well as of the language(s) of the rest of the population;

f) to encourage direct participation by representatives of the users of a given regional or minority language in providing facilities and planning cultural activities;

g) to encourage and/or facilitate the creation of a body or bodies responsible for collecting, keeping a copy of and presenting or publishing works produced in the regional or minority languages;

h) if necessary to create and/or promote and finance translation and terminological research services, particularly with a view to maintaining and developing appropriate administrative, commercial, economic, social, technical or legal terminology in each regional or minority language.

2. In respect of territories other than those in which the regional or minority languages are traditionally used, the Parties undertake, if the number of users of a regional or minority language justifies it, to allow, encourage and/or provide appropriate cultural activities and facilities in accordance with the preceding paragraph.

3. The Parties undertake to make appropriate provision, in pursuing their cultural policy abroad, for regional or minority languages and the cultures they reflect.

Article 13

Vie économique et sociale

1. En ce qui concerne les activités économiques et sociales, les Parties s'engagent, pour l'ensemble du pays:

a) à exclure de leur législation toute disposition interdisant ou limitant sans raisons justifiables le recours à des langues régionales ou minoritaires dans les documents relatifs à la vie économique ou sociale et notamment dans les contrats de travail et dans les documents techniques tels que les modes d'emploi de produits ou d'équipements;

b) à interdire l'insertion dans les règlements internes des entreprises et les actes privés, de clauses excluant ou limitant l'usage des langues régionales ou minoritaires, tout au moins entre les locuteurs de la même langue;

c) à s'opposer aux pratiques tendant à décourager l'usage des langues régionales ou minoritaires dans le cadre des activités économiques ou sociales;

d) à faciliter et/ou à encourager par d'autres moyens que ceux visés aux alinéas ci-dessus l'usage des langues régionales ou minoritaires.

2. En matière d'activités économiques et sociales, les Parties s'engagent, dans la mesure où les autorités publiques ont une compétence, dans le territoire sur lequel les langues régionales ou minoritaires sont pratiquées, et dans la mesure où cela est raisonnablement possible:

a) à définir, par leurs réglementations financières et bancaires, des modalités permettant, dans des conditions compatibles avec les usages commerciaux, l'emploi des langues régionales ou minoritaires dans la rédaction d'ordres de paiement (chèques, traites, etc.) ou d'autres documents financiers, ou, le cas échéant, à veiller à la mise en oeuvre d'un tel processus;

b) dans les secteurs économiques et sociaux relevant directement de leur contrôle (secteur public), à réaliser des actions encourageant l'emploi des langues régionales ou minoritaires;

c) à veiller à ce que les équipements sociaux tels que les hôpitaux, maisons de retraite, foyers offrent la possibilité de recevoir et de soigner dans leur langue les locuteurs d'une langue régionale ou minoritaire nécessitant des soins pour des raisons de santé, d'âge ou pour d'autres raisons;

d) à veiller, selon des modalités appropriées, à ce que les consignes de sécurité soient également rédigées dans les langues régionales ou minoritaires;

e) à rendre accessibles dans les langues régionales ou minoritaires les informations fournies par les autorités compétentes concernant les droits des consommateurs.

Article 13

Economic and social life

1. With regard to economic and social activities, the Parties undertake, within the whole country:

a) to eliminate from their legislation any provision prohibiting or limiting without justifiable reasons the use of regional or minority languages in documents relating to economic or social life, particularly contracts of employment, and in technical documents such as instructions for the use of products or installations;

b) to prohibit the insertion in internal regulations of companies and private documents of any clauses excluding or restricting the use of regional or minority languages, at least between users of the same language;

c) to oppose practices designed to discourage the use of regional or minority languages in connection with economic or social activities;

d) to facilitate and/or encourage the use of regional or minority languages by means other than those specified in the above sub-paragraphs.

2. With regard to economic and social activities, the Parties undertake, in so far as the public authorities are competent, within the territory in which the regional or minority languages are used, and as far as this is reasonably possible:

a) to include in their financial and banking regulations provisions which allow, by means of procedures compatible with commercial practice, the use of regional or minority languages in drawing up payment orders (cheques, drafts, etc.) or other financial documents, or, where appropriate, ensure the implementation of such provisions;

b) in the economic and social sectors directly under their control (public sector), to organise activities to promote the use of regional or minority languages;

c) to ensure that social care facilities such as hospitals, retirement homes and hostels offer the possibility of receiving and treating in their own language persons using a regional or minority language who are in need of care on grounds of ill-health, old age or for other reasons;

d) to ensure by appropriate means that safety instructions are also drawn up in regional or minority languages;

e) to arrange for information provided by the competent public authorities concerning the rights of consumers to be made available in regional or minority languages.

Article 14

Échanges transfrontaliers

1. Les Parties s'engagent:

a) à appliquer les accords bilatéraux et multilatéraux existants qui les lient aux États où la même langue est pratiquée de façon identique ou proche, ou à s'efforcer d'en conclure si nécessaire, de façon à favoriser les contacts entre les locuteurs de la même langue dans les États concernés, dans les domaines de la culture, de l'enseignement, de l'information, de la formation professionnelle et de l'éducation permanente;

b) dans l'intérêt des langues régionales ou minoritaires, à faciliter et/ou à promouvoir la coopération à travers les frontières, notamment entre collectivités régionales ou locales sur le territoire desquelles la même langue est pratiquée de façon identique ou proche.

PARTIE IV

APPLICATION DE LA CHARTE

Article 15

Rapports périodiques

1. Les Parties présenteront périodiquement au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, sous une forme à déterminer par le Comité des Ministres, un rapport sur la politique suivie conformément à la partie II de la présente Charte et sur les mesures prises en application des dispositions de la partie III qu'elles ont acceptées. Le premier rapport doit être présenté dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la Charte à l'égard de la Partie en question, les autres rapports à des intervalles de trois ans après le premier rapport.

2. Les Parties rendront leurs rapports publics.

Article 16

Examen des rapports

1. Les rapports présentés au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en application de l'article 15 seront examinés par un comité d'experts constitué conformément à l'article 17.

2. Des organismes ou associations légalement établis dans une Partie pourront attirer l'attention du comité d'experts sur des questions relatives aux engagements pris par cette Partie en vertu de la partie III de la présente Charte. Après avoir consulté la Partie

Article 14

Transfrontier exchanges

The Parties undertake:

- a) to apply existing bilateral and multilateral agreements which bind them with the States in which the same language is used in identical or similar form, or if necessary to seek to conclude such agreements, in such a way as to foster contacts between the users of the same language in the States concerned in the fields of culture, education, information, vocational training and permanent education;
- b) for the benefit of regional or minority languages, to facilitate and/or promote co-operation across borders, in particular between regional or local authorities in whose territory the same language is used in identical or similar form.

PART IV

APPLICATION OF THE CHARTER

Article 15

Periodical Reports

1. The Parties shall present periodically to the Secretary General of the Council of Europe, in a form to be prescribed by the Committee of Ministers, a report on their policy pursued in accordance with Part II of this Charter and on the measures taken in application of those provisions of Part III which they have accepted. The first report shall be presented within the year following the entry into force of the Charter with respect to the Party concerned, the other reports at three-yearly intervals after the first report.
2. The Parties shall make their reports public.

Article 16

Examination of the reports

1. The reports presented to the Secretary General of the Council of Europe under Article 15 shall be examined by a committee of experts constituted in accordance with Article 17.
2. Bodies or associations legally established in a Party may draw the attention of the committee of experts to matters relating to the undertakings entered into by that Party under Part III of this Charter. After consulting the Party concerned, the committee of experts may

intéressée, le comité d'experts pourra tenir compte de ces informations dans la préparation du rapport visé au paragraphe 3 du présent article. Ces organismes ou associations pourront en outre soumettre des déclarations quant à la politique suivie par une Partie conformément à la partie II.

3. Sur la base des rapports visés au paragraphe 1 et des informations visées au paragraphe 2, le comité d'experts préparera un rapport à l'attention du Comité des Ministres. Ce rapport sera accompagné des observations que les Parties seront invitées à formuler et pourra être rendu public par le Comité des Ministres.

4. Le rapport visé au paragraphe 3 contiendra en particulier les propositions du comité d'experts au Comité des Ministres en vue de la préparation, le cas échéant, de toute recommandation de ce dernier à une ou plusieurs Parties.

5. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe fera un rapport biennal détaillé à l'Assemblée parlementaire sur l'application de la Charte.

Article 17

Comité d'experts

1. Le comité d'experts sera composé d'un membre pour chaque Partie désigné par le Comité des Ministres sur une liste de personnes de la plus haute intégrité, d'une compétence reconnue dans les matières traitées par la Charte, qui seront proposées par la Partie concernée.

2. Les membres du comité seront nommés pour une période de six ans et leur mandat est renouvelable. Si un membre ne peut remplir son mandat, il sera remplacé conformément à la procédure prévue au paragraphe 1 et le membre nommé en remplacement achèvera le terme du mandat de son prédécesseur.

3. Le comité d'experts adoptera son règlement intérieur. Son secrétariat sera assuré par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

PARTIE V

DISPOSITIONS FINALES

Article 18

La présente Charte est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou

take account of this information in the preparation of the report specified in paragraph 3 below. These bodies or associations can furthermore submit statements concerning the policy pursued by a Party in accordance with Part II.

3. On the basis of the reports specified in paragraph 1 and the information mentioned in paragraph 2, the committee of experts shall prepare a report for the Committee of Ministers. This report shall be accompanied by the comments which the Parties have been requested to make and may be made public by the Committee of Ministers.

4. The report specified in paragraph 3 shall contain in particular the proposals of the committee of experts to the Committee of Ministers for the preparation of such recommendations of the latter body to one or more of the Parties as may be required.

5. The Secretary General of the Council of Europe shall make a two-yearly detailed report to the Parliamentary Assembly on the application of the Charter.

Article 17

Committee of experts

1. The committee of experts shall be composed of one member per Party, appointed by the Committee of Ministers from a list of individuals of the highest integrity and recognised competence in the matters dealt with in the Charter who shall be nominated by the Party concerned.

2. Members of the committee shall be appointed for a period of six years and shall be eligible for reappointment. A member who is unable to complete a term of office shall be replaced in accordance with the procedure laid down in paragraph 1, and the replacing member shall complete his predecessor's term of office.

3. The committee of experts shall adopt rules of procedure. Its secretarial services shall be provided by the Secretary General of the Council of Europe.

PART V

FINAL PROVISIONS

Article 18

This Charter shall be open for signature by the member States of the Council of Europe. It is subject to ratification, acceptance or approval.

approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 19

1. La présente Charte entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle cinq Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par la Charte conformément aux dispositions de l'article 18.

2. Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Charte, celle-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 20

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Charte, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la Charte.

2. Pour tout Etat adhérent, la Charte entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 21

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, formuler une ou plusieurs réserves aux paragraphes 2 à 5 de l'article 7 de la présente Charte. Aucune autre réserve n'est admise.

2. Tout Etat contractant qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 22

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Charte en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Secretary General of the Council of Europe.

Article 19

1. This Charter shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date on which five member States of the Council of Europe have expressed their consent to be bound by the Charter in accordance with the provisions of Article 18.

2. In respect of any member State which subsequently expressed its consent to be bound by it, the Charter shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of the deposit of the instrument of ratification, acceptance or approval.

Article 20

1. After the entry into force of this Charter, the Committee of Ministers of the Council of Europe may invite any State not a member of the Council of Europe to accede to this Charter.

2. In respect of any acceding State, the Charter shall enter into force on the first day of the month following the expiration of a period of three months after the date of deposit of the instrument of accession with the Secretary General of the Council of Europe.

Article 21

1. Any State may, at the time of signature or when depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, make one or more reservations to paragraphs 2 to 5 of Article 7 of this Charter. No other reservation may be made.

2. Any Contracting State which has made a reservation under the preceding paragraph may wholly or partly withdraw it by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe. The withdrawal shall take effect on the date of receipt of such notification by the Secretary General.

Article 22

1. Any Party may at any time denounce this Charter by means of a notification addressed to the Secretary General of the Council of Europe.

2. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 23

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Charte:

- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Charte conformément à ses articles 19 et 20;
- d) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 3, paragraphe 2;
- e) tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Charte.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Charte.

FAIT à Strasbourg, le 5 novembre 1992, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et à tout Etat invité à adhérer à la présente Charte.

Het Handvest is ondertekend voor de volgende Staten:

Denemarken	5 november 1992
Duitsland	5 november 1992
Finland	5 november 1992
Hongarije	5 november 1992
het <i>Koninkrijk der Nederlanden</i>	5 november 1992
Liechtenstein	5 november 1992
Luxemburg	5 november 1992
Malta	5 november 1992
Noorwegen	5 november 1992
Oostenrijk	5 november 1992
Spanje	5 november 1992
Cyprus	12 november 1992

2. Such denunciation shall become effective on the first day of the month following the expiration of a period of six months after the date of receipt of the notification by the Secretary General.

Article 23

The Secretary General of the Council of Europa shall notify the member States of the Council and any State which has acceded to this Charter of:

- a) any signature;
- b) the deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession;
- c) any date of entry into force of this Charter in accordance with Articles 19 and 20;
- d) any notification received in application of the provisions of Article 3, paragraph 2;
- e) any other act, notification or communication relating to this Charter.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Charter.

DONE at Strasbourg, this 5th day of November 1992, in English and French, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each member State of the Council of Europe and to any State invited to accede to this Charter.

D. PARLEMENT

Het Handvest behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan het Handvest kan worden gebonden.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van het Handvest is voorzien in artikel 18.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Handvest zullen ingevolge artikel 19, eerste lid, in werking treden op de eerste dag van de maand volgend op het verstrijken van een tijdvak van drie maanden na de datum waarop vijf Lid-Staten van de Raad van Europa hun instemming door het Handvest te worden gebonden tot uitdrukking hebben gebracht.

J. GEGEVENS

Van het op 5 mei 1949 te Londen tot stand gekomen Statuut van de Raad van Europa, naar welke Raad onder meer in de preambule tot het onderhavige Handvest wordt verwezen, zijn tekst en vertaling tot en met de tiende wijziging geplaatst in *Trb.* 1975, 70; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1992, 111.

Van het op 4 november 1950 te Rome tot stand gekomen Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, naar welk Verdrag in de preambule tot het onderhavige Handvest wordt verwezen, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1951, 154 en de herziene vertaling in het Nederlands in *Trb.* 1990, 156.

Van het op 19 december 1966 te New York tot stand gekomen Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, naar welk Verdrag in de preambule tot het onderhavige Handvest wordt verwezen, zijn de Engelse en de Franse tekst geplaatst in *Trb.* 1969, 99 en de herziene vertaling in het Nederlands in *Trb.* 1978, 177. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1984, 19.

Van het op 26 juni 1946 te San Francisco tot stand gekomen Handvest van de Verenigde Naties, naar welk Handvest in artikel 5 van het onderhavige Handvest wordt verwezen, zijn de Engelse en de

Franse tekst geplaatst in *Trb.* 1979, 37 en de herziene vertaling in het Nederlands in *Trb.* 1987, 113. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1992, 101.

Uitgegeven de *vierde* januari 1993.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

P. H. KOOIJMANS